

FORUM MONDIAL SCIENCES ET DÉMOCRATIE 2011 DE DAKAR

Une autre conception de l'enseignement supérieur et de la recherche est possible !

Lors de la deuxième édition du Forum mondial sciences et démocratie, chercheurs, universitaires et « profanes » ont repris leurs débats sur la question des sciences pour une société plus humaine, juste et équitable. La possibilité d'alliances entre pôles académique et sociétal a servi de fil rouge aux discussions. Les menaces qui pèsent sur certains chercheurs, les attaques contre la liberté de la recherche et la responsabilité du scientifique ont fait l'objet de débats fertiles.

Chantal Pacteau. Chargée de recherche au CNRS, secrétaire générale adjointe du SNCS.

Le Forum mondial sciences et démocratie (FMSD) s'installe dans le paysage du mouvement social altermondialiste, à côté des forums sociaux mondiaux. Organisée les 4 et 5 février à l'École supérieure polytechnique de

l'université de Dakar (Sénégal), la deuxième édition du FMSD a rassemblé près de 300 personnes – universitaires, chercheurs, membres de syndicats et d'ONG, représentants des pouvoirs publics des cinq continents (1).



Les dix ateliers et les quatre tables rondes ont permis des échanges entre professionnels et « tiers-secteur de la connaissance » sur des thématiques proposées lors des événements régionaux organisés par des collectifs au Brésil, en Inde, au Canada et en France sous forme de forums, de séminaires et d'ateliers (2). Parmi d'autres : l'évolution de la recherche publique à l'université du XXI^e siècle, le devenir des jeunes diplômés, les biens communs de la connaissance, la promotion d'une « recherche endogène » en Afrique (3).

À Belem en 2009 (4), le premier FMSD avait permis aux participant-e-s de se découvrir et de partager leurs analyses sur l'évolution commune de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers le monde, seules ses modalités différant selon les spécificités nationales.

À Dakar, scientifiques et « profanes » (5) ont pris acte de ce que les politiques mono-orientées de transformation des connaissances en mar-

chandises brevetées limitent la capacité collective de nos sociétés à produire des connaissances libres et à développer des recherches d'intérêt général – comme celles qui touchent au logiciel libre ou aux processus d'émancipation des pays du Sud.

L'insuffisance des réflexions sur les enjeux liés au développement des connaissances laisse le champ libre à ces logiques de rentabilité financière qui tendent à opérer de plus en plus de façon confidentielle. La collusion entre entrepreneurs privés et décideurs étatiques met à mal la démocratie et l'activité même de production et de transmission des connaissances.

Résultat de processus collectifs d'accumulation intergénérationnelle et interculturelle, l'activité intellectuelle, et les connaissances qu'elle génère, devient un enjeu d'accaparement de plus en plus vital pour ces intérêts privés, dans un monde néo-libéral lancé dans une fuite en avant technoscientifique et économique.

→

FORUM MONDIAL SCIENCES ET DÉMOCRATIE DE DAKAR

La responsabilité du scientifique en débat

Le thème de la responsabilité des scientifiques a été abordé lors de deux événements du Forum mondial sciences et démocratie de Dakar, avec une attention particulière accordée aux contextes africains (1).

Comme citoyen, tout scientifique possède des responsabilités dans les domaines autres que ceux de sa compétence. Dans son domaine, le scientifique a des responsabilités particulières qui découlent de ses connaissances, des ressources qu'il perçoit et de sa position dans les institutions d'enseignement et de recherche.

Dans l'évolution en cours mondialement vers le modèle unique de « l'économie de la connaissance », il s'agit de s'interroger sur ses responsabilités en tant qu'individu et membre d'une communauté que certains imaginent pouvoir transformer en poule aux œufs d'or ! Une des caractéristiques de cette transformation se traduisant notamment par le basculement des systèmes de subventions de la recherche publique vers des ententes



contractuelles de plus en plus contraignantes.

Les multiples formes de cette responsabilité du scientifique ont été débattues : prôner la transparence, renoncer au mythe de la neutralité des sciences, reconnaître l'hétérogénéité des domaines de recherche selon qu'ils soient de pointe ou non et perçus comme à fort ou à faible

potentiel commercial (sinon à potentiel commercial nul), dénoncer les conflits d'intérêts, défendre la liberté de recherche et de diffusion. Cette responsabilité oblige aussi à nouer des alliances démocratiques et à exercer une vigilance à l'égard des pouvoirs qui parfois n'ont plus de public que le qualitatif...

Concrètement, la lutte que doivent porter les scientifiques est de nature intellectuelle et politique dans un monde où les menaces sur le bien commun prennent parfois les formes les plus inattendues. Cette lutte laisse peu de place à l'amateurisme et à l'improvisation, comme l'ont appris à leurs dépens les chercheurs du GIEC qui ont pris la responsabilité d'intervenir dans l'espace public sans prendre en compte le contexte médiatique et les rapports de force dans l'économie néolibérale. ■

Cécile Sabourin

Professeure retraitée de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), membre du Comité québécois sciences et démocratie et Collectif Économie autrement, responsable de l'initiative Éthique et responsabilités des scientifiques.

1. Programme Éthique et responsabilités de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) : www.ethica-respons.net



→ La question des formes possibles d'alliances entre pôles académique et sociétal a servi de fil rouge aux discussions. Le respect et la confiance réciproques ont permis des mises en débat fertiles sur la démocratisation des choix scientifiques et technologiques et les possibilités d'actions communes pour une appropriation collective des choix en matière de formation, de politique scientifique et d'exploitation des connaissances.

Menaces sur les chercheurs

Le problème préoccupant des menaces croissantes et diversifiées visant des chercheurs qui travaillent sur des sujets sensibles a été porté au grand jour par le collectif Chercheurs sans frontières (6). Sous certains régimes politiques autoritaires, ces attaques peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement : le cas de Penar Selek, une sociologue turque, et de cinq philosophes hongrois ont été évoqués (7). Certains chercheurs font même l'objet de menaces de mort.

Ailleurs, les attaques prennent des formes plus pernicieuses, comme les « poursuites bâillon » (8). Connues sous l'acronyme SLAPP (Strategic Lawsuit Against Public Participation), ces attaques misent sur l'argent et la peur pour restreindre la liberté d'expression et de recherche. Les ruptures de crédit, l'arbitraire dans les promotions sont aussi utilisés pour forcer les chercheurs à rentrer dans l'ordre dominant.

Une recherche porteuse de sens

Lors de l'atelier « Syndicats, altermondialisation, sciences » (9), les syndicalistes franco-

phones présents à Dakar ont réaffirmé leur vision de la recherche, de ses missions, de sa gestion et de ses métiers. Ils ont souligné une fracture de taille de part et d'autre du Tropique du Cancer : prise en main autoritaire des communautés académiques par leurs gouvernants côté franco-qubécois, indifférence et méconnaissance des enjeux scientifiques nationaux côté sénégalais. Tous se retrouvent pour réaffirmer une conception de la recherche – porteuse de sens pour les personnels scientifiques et pour la société – qui accorde une place primordiale au service public et envisage les connaissances comme biens communs.

Recherche menée dans les ONG

La montée en puissance, ces dernières années, d'une recherche menée dans les ONG va constituer un nouveau chantier de réflexions. Ces dernières investissent des domaines de recherche qui ne sont pas, ou plus, effectués dans les universités et les instituts de recherche. Elles ouvrent ainsi des opportunités de recrutement à de jeunes diplômés confrontés à la casse du service public.

L'enjeu des biens communs et le projet « Université 21 » seront au cœur du prochain FMSD qui aura lieu en 2013. Quel que soit le pays d'accueil, tous les participants de Dakar se sont dits prêts à repartir et se sont promis de s'y revoir, conscients que si les luttes sont urgentes, « *la science est une course vers l'infini, et mieux vaut, souligne malicieusement le mathématicien Manour Sankhé, prendre son temps!* » ■

Chantal Pacteau

→ Notes/Références

1. www.sdwf-fmsd.org/spip.php?rubrique38#%23
2. sciencescitoyennes.org/rubrique/tiers-secteur-de-la-connaissance
3. sciencescitoyennes.org/science-et-democratie-une-perspective-africaine
4. Cf. VRS n° 377 de juin 2009.
5. « La seconde facette des transformations en cours des rapports entre science et société est l'irruption des « profanes » et de l'espace public [...]. Aujourd'hui, le rapport de force a évolué en faveur d'une société civile plus éduquée, plus distante aux sirènes du « progrès » et moins encline à déléguer les choix », selon Christophe Bonneuil, chercheur au CNRS en histoire des sciences (communication personnelle).
6. www.csf-free-science.org/fr:start
7. On parle aussi de la souffrance et des chercheurs palestiniens systématiquement empêchés par l'État d'Israël d'entrer en Palestine et d'y travailler dans les universités.
8. Par exemple, le cas des Éditions Écosociété pour la publication de Noir Canada.
9. Atelier organisé par le SNCS, le SNEPSUP, la FMTS, la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) et le Syndicat unitaire des enseignants du Sénégal (Sudes).

